

ARRÊTÉ
imposant des prescriptions complémentaires
à la société ORGAPHARM
pour le site qu'elle exploite à PITHIVIERS

La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre I, et en particulier l'article R.181-45 ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 février 2000 autorisant les Laboratoires 3M SANTE à poursuivre et à étendre leurs activités de leur établissement implanté avenue du 11 novembre à PITHIVIERS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 autorisant la société ORGAPHARM à poursuivre et étendre les activités de son établissement implanté rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 juin 2017 autorisant la société ORGAPHARM à reprendre l'exploitation de l'établissement de chimie fine dénommé « site 2 » implanté avenue du 11 novembre 1918 à PITHIVIERS, à poursuivre l'exploitation de l'établissement dénommé « site 1 » implanté rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS, et portant mise à jour du classement et du montant des garanties financières du site ORGAPHARM consolidé, constitué des sites 1 et 2, et notamment son article 2.4 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;
- Vu** l'étude de dangers d'avril 2023 ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement du 12 décembre 2024 ;
- Vu** la notification à la société ORGAPHARM du projet d'arrêté complémentaire ainsi que du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;
- Vu** l'absence d'observation présentée par l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé dans le délai imparti ;
- Considérant** que la mesure par réfractomètre ne fait pas l'objet d'un enregistrement ;
- Considérant** que la mesure par réfractomètre ne permet de détecter qu'une pollution des eaux rejetées ayant induit une coloration de celles-ci ;
- Considérant** que la mesure par explosimètre ne permet pas de détecter toutes les autres pollutions ;
- Considérant** que les dispositions en place ne permettent pas de garantir en toutes circonstances que les rejets principalement au point EP1, mais aussi au point EP2 voire au point EP3 ne puissent générer une pollution du milieu récepteur, l'Oeuf ;
- Considérant** qu'il y a lieu de renforcer les dispositions permettant de détecter les pollutions accidentelles et d'éviter la pollution du milieu naturel, et d'assurer une surveillance renforcée des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 : La société ORGAPHARM, exploitant une installation de chimie fine, rue du Moulin de la Canne à Pithiviers, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations sous réserve du respect des dispositions des arrêtés susvisés et des dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le point de rejet EP1 défini par l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 susvisé est équipé :

- d'une mesure en continu du débit rejeté avec un enregistrement ;
- d'un dispositif de surveillance en continu du pH provoquant une alarme reportée au poste de garde de l'établissement et la fermeture de la vanne d'isolement du point de rejet si la valeur de pH ne respecte pas les limites fixées par l'article 4.3.7 du même arrêté ;
- d'une mesure du Carbone organique total (COT) en continu disposant d'un report d'alarme au poste de garde et dont le seuil déclenchant la fermeture de la vanne d'isolement du point de rejet est fixé en tenant compte de la valeur limite d'émission fixée à l'article 4.3.11 du même arrêté.

Le réfractomètre assurant une mesure en continu et provoquant une alarme reportée au poste de garde et la fermeture de la vanne d'isolement sur dépassement d'un seuil prédéfini en lien avec les obligations de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 et l'étude des dangers susvisés ainsi que les 2 autres dispositifs précités de mesure en continu (pH, COT) sont équipés d'un enregistrement en continu.

L'exploitant justifie techniquement :

- les seuils d'alarme retenus pour le réfractomètre et le COT-mètre ;
- que ces dispositifs permettent de prévenir les rejets non-conformes compte tenu notamment du temps de fermeture de la vanne provoquant le détournement des eaux vers le bassin de confinement.

Ces dispositifs sont étalonnés périodiquement et entretenus afin d'être en permanence opérationnels.

Les enregistrements des mesures en continu sont conservés pendant une durée minimale d'un an et tenus à disposition de l'inspection des installations classées, du service de police des eaux (DDT, OFB) et de la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement auquel est raccordé le point de rejet EP1.

L'ensemble des échantillons journaliers prélevés par le dispositif de prélèvement prévu l'article 4.3.6.2.1 de l'arrêté du 18 janvier 2011 susvisé sont conservés sur une semaine glissante.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant justifie du respect des dispositions qui précèdent en apportant tous les éléments de preuve tels que photos, dossier de réception des ouvrages exécutés, rapport d'étalonnage, justificatif de la valeur seuil retenue pour le COT-mètre et le réfractomètre...

Article 3 : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- une note technique circonstanciée justifiant que les points de rejet EP2 et EP3 définis par l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 susvisé ne nécessitent pas d'être équipés de tout ou partie des dispositifs de surveillance en continu des rejets et d'isolement prescrits à l'article 2 pour le point de rejet EP1 ;
- une proposition de calendrier de mise en place de dispositifs robustes permettant de garantir la détection immédiate d'une pollution accidentelle à ce point de rejet et l'isolement dudit point de rejet. Les dispositions (dispositifs de mesure, seuils retenus) et le calendrier proposés font l'objet d'une argumentation technique et, le cas échéant, économique.

Article 4 : Dans l'attente qu'il soit satisfait aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté, l'exploitant assure :

- la mesure quotidienne du pH, du COT et de la DCO sur les eaux prélevées au point de rejet EP1 par le préleveur automatique ;
- la mesure quotidienne du pH, du COT et de la DCO sur un échantillon prélevé ponctuellement et de façon aléatoire sur les eaux rejetées aux points de rejet EP2 et EP3.

Ces résultats sont déclarés dans l'application GIDAF.

Tout dépassement des valeurs limites d'émission sur l'un de ces points de rejet est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans l'heure suivant son constat par l'exploitant avec tous les éléments d'appréciation.

L'ensemble des paramètres définis à l'article 4.3.11 de l'arrêté du 18 janvier 2011 susvisé ainsi que le toluène et le dichlorométhane est mesuré une fois par mois sur les points de rejet EP1, EP2 et EP3.

Article 5 : En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE

- 8 JAN. 2025

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX 1,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur et à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux

